L'Alerte Ethique

En vertu de la Loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016, dite "Sapin II", les collectivités ont l'obligation de mettre en place un dispositif spécifique de recueil des alertes éthiques, émises par les lanceurs d'alerte.

À cette fin, la présente procédure vous présentera les modalités pratiques d'émission d'une alerte éthique, ainsi que les différentes étapes de son traitement par la collectivité.

Il sera précisé à titre liminaire le périmètre d'action de ce dispositif.

Le dispositif d'alerte éthique de la Loi "Sapin II"

◆ Le périmètre du dispositif

A) Le lanceur d'alerte

C'est une personne physique qui révèle ou signale un fait **dont elle a eu personnellement connaissance**, de **manière désintéressée et de bonne foi**:

- ➔ L'alerte peut donc être réalisée par un fonctionnaire titulaire du Département, un agent contractuel, voire même par un collaborateur occasionnel du service public.
- ➔ Le lanceur d'alerte doit être la source directe de l'information. Il ne rapporte pas d'éléments qu'il détient d'un tiers, y compris s'il s'agit d'un collègue de travail.

ATTENTION: cette condition est supprimée à compter du 1^{er} septembre 2022. Le lanceur d'alerte pourra aussi délivrer une information qui lui a été rapportée.

- ➔ Il doit également agir sans attendre un quelconque profit, notamment financier, et ne pas opérer de signaler par grief ou animosité particulière envers une personne ou une institution.

Il doit être rappelé que toute dénonciation d'un fait que l'on sait inexact, dirigée contre une personne et de nature à entraîner contre elle des sanctions, est constitutive d'une **dénonciation calomnieuse**.

C'est un délit puni d'une peine de 5 ans d'emprisonnement et de 45 000 € d'amende (Art. 226-10 Code pénal).

Les faits signalés doivent donc se fonder sur des motifs raisonnables et des éléments tangibles.

Dès lors qu'il lui est reconnu le statut de lanceur d'alerte, l'agent concerné bénéficie d'une protection juridique. Il ne peut ainsi pas être sanctionné ni discriminé à raison de son signalement s'il a été effectué dans les conditions prescrites par la Loi:

- Il ne peut être licencié pour ce seul motif, ni voir son contrat prendre fin ou ne pas être renouvelé ;
- Aucune sanction disciplinaire ne peut être prise contre lui pour avoir réalisé une alerte (blâme, exclusion temporaire, rétrogradation, perte de rémunération..)
- Aucun droit ne peut être retiré (bénéfice d'une place en crèche).

Plus encore, le Code pénal organise une double protection du lanceur d'alerte:

- Il ne peut pas être condamné pour avoir divulgué un secret protégé par la loi si cela était nécessaire et proportionné à la sauvegarde de l'intérêt en cause (Art. 122-9 Code pénal),
- Le fait de divulguer l'identité du lanceur, ou de tenter de l'empêcher de lancer son alerte est pénalement réprimé (1 an d'emprisonnement / 15 000 € d'amende).

B) L'alerte éthique

Les faits pouvant être signalés relèvent de quatre catégories différentes:

<i>Crime ou délit</i>	Corruption / fraude
<i>Violation d'une obligation internationale ou tentative de dissimulation</i>	Non-respect du plafonnement des aides publiques aux associations
<i>Violation de la Loi ou du Règlement ou tentative de dissimulation</i>	Irrespect de l'égalité salariale entre homme et femme
<i>Menace pour l'intérêt général</i>	Détournement de fonds sociaux

Les faits couverts par le secret médical, le secret de la défense ou le secret des correspondances, ne relèvent pas de ce dispositif.

◆ Le déroulement de l'alerte éthique

La loi "Sapin II" expose que l'alerte éthique se déroule en 3 phases:

Phase 1: l'alerte doit d'abord être portée en interne auprès de la hiérarchie, de l'employeur ou du référent éthique. Cette phase permet notamment de procéder à la correction des dysfonctionnements éventuels (enquête administrative, protection du lanceur...).

Phase 2: à défaut de diligences pour vérifier la recevabilité du signalement dans un délai raisonnable, le lanceur peut saisir l'autorité judiciaire ou des autorités administratives, voire des ordres professionnels qui devront y répondre dans un délai de 3 mois.

Phase 3: à défaut de réponse, le lanceur peut directement alerter l'opinion publique.

En cas de **danger grave et imminent**, ou de **risques de dommages irréversibles**, le lanceur d'alerte peut directement agir saisir les autorités de la Phase n°2, ou saisir l'opinion publique. Par exemple:

- ➔ un immeuble menaçant ruine (péril imminent)
- ➔ ou fortement amianté (dommages irréversibles)

Le dispositif mis en place par le Département de l'Eure

La collectivité souhaite se doter d'un dispositif efficace pour permettre à ses agents de pouvoir réaliser une alerte en toute confiance, et bénéficiant de toutes les garanties d'impartialité et de rapidité nécessaires.

I. **La procédure de droit commun**

Etape n°1: Le recueil de l'alerte

La collectivité a fait le choix d'externaliser le recueil des alertes auprès d'un cabinet d'avocat afin que l'exercice de cette mission soit placé sous le sceau de l'impartialité.

Ce choix a été fait en se fondant sur un double impératif: la prise en charge par un professionnel du droit et la nécessité de mettre à disposition des agents une personne à l'écoute de sa situation.

En effet, les avocats sont tenus de respecter plusieurs obligations déontologiques en parfaite adéquation avec cette mission: ils prêtent serment d'exercer avec dignité, conscience, indépendance, probité et humanité.

- L'alerte

Le signalement doit être adressé par courriel aux cabinets Bosquet et Adaltys via l'adresse mail dédiée: alerte-ethiqueD27@adaltys.com

Il peut être également adressé par courrier postal sous pli confidentiel –mentionnant l'alerte éthique - à l'adresse suivante: 55, Bd des Brotteaux, 69455 Lyon cedex 06

L'alerte doit reposer sur des éléments factuels permettant de circonscire le signalement.

En conséquence, l'agent doit transmettre toutes les informations et tous les documents de nature à étayer son signalement. Il doit également détailler au mieux les circonstances dans lesquelles il a eu connaissance des faits évoqués.

Il doit enfin indiquer au cabinet les éléments permettant à l'équipe dédiée de pouvoir reprendre contact avec lui.

Toutes les personnes appelées à connaître du signalement doivent assurer la stricte confidentialité des informations qui y sont présentées, et des identités des personnes visées. Il en va de même pour tout supérieur hiérarchique qui serait destinataire d'une alerte en première intention.

Les éléments de nature à identifier le lanceur d'alerte ne peuvent être divulgués qu'avec le consentement de celui-ci. Ils peuvent toutefois être communiqués à l'autorité judiciaire, dans le cas où les personnes chargées du recueil ou du traitement des signalements sont tenues de dénoncer les faits à celle-ci. Le lanceur d'alerte en est alors informé, à moins que cette information ne risque de compromettre la procédure judiciaire. Des explications écrites sont jointes à cette information.

Les éléments de nature à identifier la personne mise en cause par un signalement ne peuvent être divulgués, sauf à l'autorité judiciaire, qu'une fois établi le caractère fondé de l'alerte.

Nota Bene: l'alerte peut être délivrée sous couvert d'anonymat dès lors que les éléments fournis sont suffisants pour permettre au cabinet d'étudier la recevabilité de l'alerte.

En cas de doute sur la qualité d'agent de l'auteur de l'alerte, l'anonymat devra être levé.

- L'information

Dans un temps immédiat, l'auteur recevra un accusé réception de prise en charge de son alerte, ainsi qu'une estimation du délai de traitement.

Le cas échéant, il lui sera adressé une demande de prise de contact à toutes fins utiles, sous 24 heures, si l'alerte n'est pas faite sous couvert d'anonymat.

La collectivité sera également informée de la réception par le cabinet d'une alerte éthique.

Etape n°2: Le traitement de l'alerte

- L'Analyse de la recevabilité

Dès réception de l'alerte, le cabinet d'avocats opérera une première analyse au regard de tous les éléments qui auront été transmis, et le cas échéant des échanges avec l'auteur.

Au regard des critères de l'alerte éthique fixée par la Loi de 2016, une équipe dédiée sera en charge d'analyser la recevabilité du signalement.

Si le signalement est irrecevable, l'équipe en informera immédiatement l'auteur s'il est identifié, en lui précisant les motifs de l'irrecevabilité et classera le signalement. Le cabinet s'assurera que les éléments du dossier de signalement de nature à permettre l'identification de l'auteur du signalement et celle des personnes visées par celui-ci seront alors détruites.

Si le signalement est recevable, l'équipe procèdera à une étude juridique détaillée de l'alerte.

- La transmission de l'étude à la Commission Signalements

Dans les 72 heures, le cabinet transmettra les conclusions de son étude à la Commission Signalements.

L'étude comprendra notamment une étude juridique au regard de la réglementation en vigueur (droit pénal, achat public, déontologie etc), ainsi qu'une proposition opérationnelle afin de remédier à la situation le cas échéant.

*Les informations collectées par les cabinets et par le Département de l'Eure font l'objet d'un traitement auquel vous consentez, destiné à **recueillir puis traiter les signalements des agents dans le cadre de la protection des lanceurs d'alerte** sur la base juridique **de l'article 8 de la Loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016**. Les destinataires des données sont exclusivement les cabinets d'avocat ainsi que les agents des services du Département de l'Eure habilités. Les données seront conservées **pendant une durée maximale d'1 an à compter du dernier acte entrepris sur le fondement de la décision prise par l'autorité territoriale suite au signalement**.*

Dans le cas où un contentieux aurait été formalisé dans le cadre du signalement, les données seront conservées pendant une durée qui ne pourra pas dépasser 3 ans à l'issue de la décision devenue définitive.

Vous disposez de droits conformément au règlement général sur la protection des données et à la loi informatique et libertés. Pour exercer vos droits, merci d'adresser votre courrier au Département de l'Eure, DPO 14 Boulevard Georges Chauvin 27000 Évreux avec une copie d'une pièce d'identité. Sous réserve d'un manquement aux dispositions ci-dessus, vous avez le droit d'introduire une réclamation auprès de la CNIL.

Etape n°3: L'avis rendu par la Commission

Sur le fondement de l'étude juridique réalisée par le cabinet, la Commission signalements présidée par un élu, sera chargée de rendre un avis à destination du Président du Conseil départemental sur l'opportunité de mettre en œuvre de mesures correctives.

Elle pourra également proposer la réalisation d'actions préventives et entendre tout expert.

Sur la base de cet avis, le Président pourra prendre toutes mesures qu'il jugera utile au regard de la situation, notamment:

- Une enquête administrative
- Une suspension ou sanction disciplinaire d'un agent
- La saisine d'une autorité administrative ou judiciaire
- L'intervention du médecin de prévention ou d'un comité interne
- La réformation des processus internes de décisions dans un domaine particulier
- Une demande d'audit externe

Il est précisé que les éléments du signalement seront conservés durant le temps strictement nécessaire à son traitement et à la protection de son auteur et des personnes éventuellement visées (qui ne pourra pas dépasser 1 an à compter du dernier acte décidé par l'autorité territoriale), tenant compte du temps des potentielles enquêtes complémentaires.

En cas de procédure contentieuse, cette durée maximale est portée à 3 ans à compter de la dernière décision de justice devenue définitive.

Etape n°4: Suivi statistique

Afin d'alimenter le bilan social de la collectivité, le cabinet d'avocat réalisera chaque année un rapport d'activité relatif au dispositif de l'alerte éthique qui sera présenté aux instances de représentation du personnel et à l'assemblée délibérante.

II. La procédure d'urgence

Dans l'hypothèse où l'alerte transmise au cabinet d'avocat revêt un caractère d'urgence, eu égard à sa sensibilité, ou aux conséquences graves et imminentes qui seraient induites par le signalement, le cabinet devra adresser son étude dans un délai de 48 heures, directement auprès du Directeur Général des Services, lequel devra prendre toute mesure d'urgence utile avant de renvoyer le dossier devant la Commission signalements.

Apports de la Loi n°2022-401 visant à améliorer la protection des lanceurs d'alerte dite "Waserman"

En mars 2022, la Loi Waserman a été promulguée afin d'améliorer la protection des lanceurs d'alerte, initiée par la Loi Sapin II.

Voici les principaux apports de cette loi qui entrera en vigueur le **1^{er} septembre 2022**:

◆ **Définition plus large du lanceur d'alerte et de son action**

Sera reconnue comme lanceur d'alerte la personne physique qui signale ou divulgue, sans contrepartie financière directe et de bonne foi, des informations portant sur un crime, un délit, une menace ou un préjudice pour l'intérêt général, une violation ou une tentative de dissimulation d'une violation du droit international ou de l'Union européenne, de la loi ou du règlement.

-la notion d'action désintéressée est remplacée par une **absence de contrepartie financière**.

-la "**connaissance personnelle**" est **supprimée** : un agent pourra donc signaler des faits qu'on lui a rapportés. Et cela peut porter sur des "informations" concernant certains types de faits.

-Ajout d'un type de **faits pouvant être signalé avec la "tentative de dissimulation" d'une violation d'un crime, d'un délit ou d'une obligation internationale**.

-la **condition du caractère "grave et manifeste" d'une violation est supprimée**.

-la **condition du caractère "grave" d'une menace ou d'un préjudice pour l'intérêt général est supprimée**.

◆ **Protection renforcée**

-**L'entourage du lanceur d'alerte est protégé** contre les représailles, notamment ceux qui l'assistent ou facilitent son signalement: proches, collègues, associations, syndicats..

-les **garanties de confidentialité sont renforcées**: Les éléments de nature à identifier le lanceur d'alerte ne peuvent être divulgués qu'avec le consentement de celui-ci. Ils peuvent toutefois être communiqués à l'autorité judiciaire, dans le cas où les personnes chargées du recueil ou du traitement des signalements sont tenues de dénoncer les faits à celle-ci. Le lanceur d'alerte en est alors informé avec des explications écrites.

-la liste des représailles interdites est élargie (intimidation, atteinte à la réputation notamment sur les réseaux sociaux, orientation abusive vers des soins, inscription sur une liste noire...).

-**L'irresponsabilité des lanceurs d'alerte du fait de leur signalement est étendue**:

-> **pas de responsabilité civile pour les préjudices liés à une alerte de bonne foi**

-> **pas de responsabilité pénale pour avoir intercepté et emmené des documents confidentiels liés à l'alerte, contenant des informations dont il aurait eu accès de façon licite.**

exemple: le salarié qui a connaissance de documents et les emporte (même si cela constitue un vol, on ne pourra pas lui reprocher puisqu'il aura "volé" pour réaliser l'alerte de bonne foi).

-si l'agent conteste une procédure dite "bâillon" ou une sanction contre lui du fait de son signalement, le juge peut lui accorder une provision pour frais de justice. Voire une provision supplémentaire si ses finances se sont fortement dégradées.

-Ils peuvent bénéficier de mesures de soutien psychologique ou financier par les autorités externes.

-Les signalements ne peuvent être conservés que durant un temps strictement nécessaire.

◆ Sanction de l'employeur

-L'amende civile encourue en cas de procédure "bâillon" contre un lanceur d'alerte est portée 60 000 euros.

◆ Le choix dans le niveau de signalement

-le Lanceur d'alerte pourra au choix effectuer son alerte éthique en interne (employeur), ou en externe auprès de l'autorité compétente, du Défenseur des Droits, à la justice ou un organe européen.

ATTENTION: La divulgation au public est toujours limitée:

- Absence de traitement à la suite d'un signalement externe dans un certain délai ;
- Risque de représailles ou si le signalement n'a aucune chance d'aboutir ;
- ou de "danger grave et imminent" ou, pour les informations obtenues dans un cadre professionnel, en cas de "danger imminent ou manifeste pour l'intérêt général"

◆ Nouveau rôle dévolu au Défenseur des Droits

Le Défenseur des droits aura un nouveau rôle de réorientation si l'autorité recevant un signalement s'estime incompétente. Un nouvel adjoint sera créé pour pouvoir accompagner le lanceur d'alerte.